



**COMMUNIQUÉ DE PRESSE**

**FACE AUX IDÉES ET À LA VIOLENCE D'EXTRÊME DROITE  
Réaffirmons nos exigences d'égalité, de liberté et de justice sociale !**

Suite à un attentat djihadiste qui a fait quatre morts parmi les agents de la Préfecture de Police de Paris et au lendemain du débat qu'il a voulu sur l'immigration, le chef de l'État a appelé à bâtir une « société de vigilance » où chacun est sommé de « savoir repérer à l'école, au travail, dans les lieux de culte, près de chez soi », les manifestations de ce qu'Emmanuel Macron a qualifié d'« hydre islamiste » et que son ministre de l'Intérieur est bien en peine de définir.

Ce discours intervient dans un contexte où l'égalité des droits, l'égal accès aux services publics, aux biens essentiels (santé, éducation, transports, logement, etc.), aux moyens de vivre dignement, sont fortement mis à mal.

En même temps, la stigmatisation des musulmans prend des formes aussi variées que le discours, diffusé en direct et violemment xénophobe, de Zemmour, la convention de la droite, l'agression au couteau à la sortie de l'école d'une maman portant un foulard début septembre dans la Loire, la violente caricature d'une affiche de la Fédération des Conseils de Parents d'Elèves (FCPE) rappelant l'inclusion de tous les parents ou la prise à partie, en pleine séance du Conseil Régional de Bourgogne-Franche-Comté, d'une maman accompagnatrice voilée par des élus RN.

En parallèle, la radicalisation d'extrême droite ne semble pas prise à la hauteur des enjeux.

La CGT s'en préoccupe car le monde du travail n'est pas épargné. Les collectifs de travail – qui devraient être des lieux de rencontres, de confrontations, de partage, bref, de vivre-ensemble pour les salariés – sont mis à mal par des organisations du travail délétères : horaires déstructurés, mise en concurrence, management par les chiffres, manque de moyens et d'effectifs, perte de sens. La destruction des droits et garanties collectives, la précarité, la faiblesse des salaires, pensions et allocations créent une réelle souffrance sociale que certains cherchent à utiliser pour s'en prendre aux juifs, musulmans, immigrés ou perçus comme tels, personnes LGBT, etc.

La CGT constate l'existence de salariés discriminés, menacés ou agressés en raison de leur origine, de leur orientation sexuelle, de leur opinion religieuse. La CGT a bataillé aux côtés de salariés du secteur des transports publics licenciés sur une simple lettre non motivée des services de renseignement du ministère de l'Intérieur. Ces salariés ont d'ailleurs obtenu des victoires en justice. La CGT, comme bien trop d'autres organisations progressistes, est elle-même visée par l'extrême droite, avec plusieurs locaux dégradés par des croix gammées ou celtiques.

La CGT a rappelé dans un livret il y a plus d'un an que sa conception de la laïcité n'est pas le rejet de l'autre mais, au contraire, consiste à faire avancer ensemble le progrès social, dans la compréhension permanente des valeurs d'accueil, de respect, de partage, de tolérance et de fraternité que porte notre organisation. On ne gagne jamais face aux idées d'extrême droite et à la haine en développant des idéologies sécuritaires et liberticides, ni en encourageant la méfiance et la peur des autres.

La CGT réaffirme son engagement pour une société démocratique, protectrice des libertés individuelles et collectives, pour une société de justice sociale et d'égalité.

Montreuil, le 15 octobre 2019